Royaume-Uni: une magistrate ougandaise, juge à l’ONU et doctorante à Oxford, condamnée à de la prison pour avoir exploité une esclave. Elle n’aurait «montré aucun remord» et «tenté de blâmer la victime» (MàJ)

03/05/2025 à 0h00



02/05/2025

Une juge des Nations unies a été condamnée à six ans et quatre mois de prison pour avoir forcé une femme à travailler comme esclave domestique.

Lydia Mugambe, 50 ans, préparait un doctorat en droit à l’université d’Oxford lorsque la police a découvert qu’une jeune femme ougandaise travaillait chez elle sans rémunération en tant que femme de ménage et nounou.

Mme Mugambe, qui est également juge à la Haute Cour d’Ouganda, a été condamnée à une peine d’emprisonnement par l’Oxford

Crown Court vendredi, après avoir été reconnue coupable d'infractions liées à l'esclavage moderne en mars.

Lors du prononcé de la peine, le juge David Foxton a déclaré que l'accusée n'avait « montré aucun remords » pour ses actes et qu'elle avait cherché à « blâmer de force » la victime pour ce qui s'était passé.

[…]

BBC

14/03/2025

Lydia Mugambe, une magistrate ougandaise exerçant comme juge aux Nations unies, a été reconnue coupable jeudi par la justice britannique d'esclavage moderne pour avoir fait travailler de force une jeune femme à son domicile en Angleterre. Cette femme de 49 ans, magistrate à la Haute Cour de justice en Ouganda et juge aux Nations unies, a «profité de son statut» au détriment de sa victime en la forçant à travailler comme sa femme de ménage et à s'occuper de ses enfants sans être rémunérée, a déclaré le procureur lors du procès au tribunal d'Oxford (sud).

> *Lydia Mugambe, magistrate ougandaise exerçant comme juge aux Nations unies et doctorante à Oxford, retenait esclave sa femme de ménage ; lors de son arrestation, elle évoque son « immunité » https://t.co/buWPfy2zpX pic.twitter.com/tqY8ALzko4*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) March 14, 2025*

Elle sera condamnée à la Crown Court d'Oxford le 2 mai.

Le Matin / BBC / Police UK

THE SECRETARY-GENERAL

26 May 2023

Dear Mr. President,

I have the honour to refer to your letter dated 12 May 2023 concurring with my proposal to appoint Ms. Lydia N. Mugambe Ssali (Uganda) as a judge of the International Residual Mechanism for Criminal Tribunals ("Mechanism") to replace Judge Elizabeth Ibanda-Nahamya, who passed away on 5 January 2023.

I have received a corresponding letter from the President of the Security Council (copy attached). Accordingly, I am proceeding to appoint Ms. Lydia N. Mugambe Ssali as a judge of the Mechanism with immediate effect.

In accordance with Article 10, paragraph 2, of the Statute of the Mechanism, the appointment of Ms. Mugambe Ssali is effective for the remainder of the term of office that Judge Ibanda-Nahamya would have served, that is, until 30 June 2024.

I should be grateful if you would bring this appointment to the attention of the members of the General Assembly.

Please accept, Mr. President, the assurances of my highest consideration.

António Guterres

His Excellency
Mr. Csaba Kőrösi
President of the General Assembly
New York